

POUR DIRE NON A L'AUSTÉRITÉ

REFUSONS LA RATIFICATION DU PACTE BUDGÉTAIRE

Le projet de Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), plus connu sous le nom de pacte budgétaire, va dans les prochaines semaines être soumis à ratification par le parlement français.

Avec la confédération européenne des syndicats, la CGT juge ce traité inacceptable car il est économiquement absurde, socialement insupportable et qu'il menace la démocratie.

En instaurant une « règle d'or » qui pose un principe d'équilibre ou d'excédent budgétaire pour les comptes publics de tous les états, il obligerait à des coupes drastiques dans les dépenses publiques qui ne feraient qu'accentuer la récession et aggraver le chômage.

En prévoyant l'obligation « de réformes structurelles » sous le contrôle de la commission européenne, dans le cas de dépassement des critères de convergence, il programme des reculs sociaux sans précédent.

En donnant à la Commission Européenne et à la Cour européenne de justice un droit de contrôle sur les budgets nationaux, assorti de la possibilité de sanction financière, il marginalise les parlements démocratiquement élus.

En France, le projet de budget 2013 s'inscrit déjà dans cette perspective en prévoyant 10 milliards d'économie et 20 milliards d'impôts supplémentaires. Pour la Fonction publique de l'Etat, le Gouvernement a déjà annoncé que ceci se traduirait par des milliers de suppressions d'emplois dans les ministères dits non prioritaires et le gel de la masse salariale des agents de l'Etat.

Pour s'opposer à ces orientations néfastes, l'UGFF-CGT appelle les agents à :

- **signer la pétition initiée par la CGT « pour une Europe vraiment sociale ».**
- **à s'inscrire dans toutes les initiatives organisées en région pour inciter les parlementaires à ne pas voter le TSCG.**
- **à participer massivement à la manifestation unitaire « pour une Europe solidaire et dire non au Traité d'austérité » organisée à Paris le dimanche 30 septembre, départ 13 h 30 de Nation.**

**PAR NOS MOBILISATIONS, IMPOSONS
D'AUTRES CHOIX POUR UNE EUROPE
PORTEUSE DE PROGRÈS SOCIAL
ET DE SOLIDARITÉ**